

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 mai 2019

JEUNES MAJEURS VULNÉRABLES - (N° 1150)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 70

présenté par

Mme Biémouret, M. Aviragnet, Mme Bareigts, M. Vallaud, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:**

Après le deuxième alinéa de l'article L. 5134-54 du code du travail, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contrat jeune en entreprise est destiné en priorité aux jeunes mentionnés à l'alinéa précédent qui relèvent ou qui ont relevé dans les quatre dernières années du service de l'aide sociale à l'enfance prévu à l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de réduire les difficultés d'accès à un emploi que rencontrent les jeunes sortant du service de l'aide sociale à l'enfance et d'éviter qu'ils ne soient au chômage après leur prise en charge par le conseil départemental, il est proposé par cet amendement, de permettre aux jeunes majeurs en question de bénéficier d'un contrat jeune en entreprise de manière prioritaire.

Cet amendement propose ainsi, soit pendant la prise en charge du jeune par le département, soit dans un délais de 4 ans suivant la sortie du service d'aide sociale à l'enfance, de pouvoir bénéficier à titre prioritaire d'un contrat jeune en entreprise.